

• juillet/aout 2016 • Numéro 155 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

La Réussite sinon Rien comme Projet de Société ?

Sommaire

- L’édito de **Jean-Luc Gonneau**: La réussite ou rien, c’est ça, la «pensée complexe» présidentielle ?

- **Une majorité présidentielle minoritaire.** Où **Allain Graux** analyse les résultats de l’élection présidentielle et en débusque les trompe-l’œil.

- **Les intellos, les ploucs et le futur de la démocratie. Jacques-Robert Simon** met en garde contre le creusement des inégalités et le mépris de plus en plus «décomplexé» des puissants envers les «ploucs».

- **Il avait une réponse aujourd’hui**. **Hervé Mesdon** nous a quittés mais ses nouvelles demeurent. Celle-ci illustre avec talent ce que peut être la solitude.

- **Trump, l’Accord de Paris et le climat.** Directeur de la revue Recherches internationales **Michel Rogalski** poursuit son analyse des aspects de la présidence de Donald Trump.

**- Passeurs et farceurs.** Il est évident qu’il convient de s’opposer aux menées criminelles des passeurs qui exploitent la misère migratoire jusqu’à la mort de milliers de personnes en Méditerranée. Mais les pays européens sont-ils, devant ces exils massifs, à la hauteur de leurs devoirs ? Ou bien de sinistres farceurs ? C’est la question posée par **Yann Fiévet**, et vous vous doutez de sa réponse.

**- La dernière cartouche. Pourquoi Macron échouera.** Correspondant à Paris du journal espagnol La Vanguardia, **Rafael Poch** propose une analyse des faiblesses du projet politique d’Emmanuel Macron et de ses dangers pour le futur.

*- Bonus :* Deux photomontages « présidentiels » glanés sur le net dans le réjouissant « Journal people » de Benoist Magnat

* Edito : La Réussite ou Rien, c’est ça, la «Pensée Complexe» Présidentielle ?

*Par Jean-Luc Gonneau*

*La presse en a parlé un peu, modérément. Le député ultramarin Jean-Hugues Ratenon, apparenté à la France Insoumise, et qui était voici quelques mois au RSA s’est indigné, soutenu par ses petits camarades. De quoi s’agit-il ? D’une péroraison du président de la République devant une assemblée de «start uppers», un public qu’il adore, hier à Las Vegas, cette fois à Paris. Le raout ayant lieu dans un ancien dépôt SNCF, le président fila une métaphore ferroviaire : «une gare c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien». Jean-Hugues Ratenon connaît ses classiques (il paraît que le président aussi, mais pas les mêmes) et conclut son indignation en reprenant le dernier vers du premier couplet de l’Internationale, du regretté, depuis longtemps, Eugène Potier, communard condamné à mort mais qui en réchappa, poète, goguettier : «Nous ne sommes rien, soyons tout». Bien envoyé, Jean-Hugues !*

*Dans le genre, le président est un récidiviste. On se souvient de ses saillies pleines d’humour à propos des ouvrières « illettrées » d’une entreprise bretonne, de «l’alcoolisme et du tabagisme qui se sont peu à peu installés dans le bassin minier» lors d’un voyage dans les Hauts de France, ou encore de son fameux «le meilleur moyen pour se paye un costard, c’est de travailler», pour river leur clou à des syndicalistes de Lunel qui avaient l’outrecuidance de se plaindre de la dureté des temps. Une telle constance, qui force l’irrespect, ne saurait s’expliquer par un alibi, même douteux du genre de celui qu’avancèrent d’aucuns pour expliquer le dérapage de Jacques Chirac sur le bruit et les odeurs des immigrés, qui aurait été la conséquence d’un léger surdosage de Corona. Pas de ça chez Macron, juste une timide excuse au sujet des «illettrées». Mais il n’était alors « que » ministre. Pas encore candidat, comme à Lunel, ni président. Un jupitérien, ça ne s’excuse pas.*

*Ce que ces propos indiquent, c’est bien, sinon un projet, ou pas encore, une vision de la société. La réussite comme critère. Et pas n’importe quelle réussite, celle qui est sanctionnée par l’argent et le pouvoir qu’il donne, notamment celui de choisir. Il me souvient d’un joli texte de Françoise Bouillé qui s’intitulait « Pas le choix » et qui parlait avec délicatesse de celles et ceux qui, effectivement, n’étaient pas en situation de choisir, une fois payés le loyer, la nourriture de la famille, tout juste les vêtements nécessaires avec souvent la hantise des fins de mois difficiles, et qui sont la grande majorité de la population mondiale, et des millions dans notre pays. Du Zola, ça ? Non, le quotidien de nombre de concitoyens. Et dans les gares, l’immense majorité de ceux qui ne sont rien viennent y prendre un train pour aller au boulot. Des boulots de rien, puisque beaucoup n’ont pas de costard. Un premier signe de réussite serait, selon Jupiter, le «costard» ? Remarquons qu’il y a un progrès social par rapport à ce que disait jadis Jacques Séguéla, pour qui l’emblème de la réussite était la Rolex.*

*Cette obsession de la réussite individuelle, mal dissimulée derrière l’affirmation fantaisiste que la réussite des «meilleurs» fait ruisseler la richesse vers tout le monde ou presque, ce qui est constamment contredit par les faits (bel exemple de « fake », comme on dit maintenant) rappelle un trait permanent du «rêve américain» : chacun peut réussir (comprendre : devenir riche) s’il travaille dur. Ben non, tout le monde ne peut pas réussir, même en travaillant dur. Ce tropisme états-unien du président, on le constate aussi dans d’autres domaines, anecdotique avec son souci de donner un statut à la «first lady» française, plus préoccupant avec l’invitation à Paris pour la fête nationale de Donald Trump. Enfin quoi, après le serrage de pinces lors du sommet de l’OTAN, les amabilités prodiguées par notre président à l’américain, qui paraissait s’en contreficher au G20, les revoilà encore ensemble le 14 juillet ? Un genre de Laurel et Hardy en beaucoup moins rigolo. S’afficher aussi souvent avec un type aussi peu recommandable, ça pose question !*

* Une majorité Présidentielle Minoritaire

*Par Allain Graux*

Nous pouvons lire ou entendre des commentateurs, journalistes ou politiques, qui affirment au vu des résultats : la France, ou les Français, les électeurs, ont voulu ceci ou cela. Par exemple «  ils ont rectifié ou infléchi les résultats du premier tour ». Comme s’il s’agissait d’une volonté organisée, d’un quasi complot. Quitte d’ailleurs à contredire leurs affirmations précédentes, manipulatrices de l’opinion, alors qu’elles ne correspondent pas à la diversité d’une opinion qui n’est ni unique ni consensuelle.

Ainsi au second tour de la Présidentielle, on joue *sur «*l’antiracisme sincère qui anime la grande majorité de la population française : *ni-ni dimanche, le Pen Lundi* prévient la couverture de l’Obs (4 mai). *Ne pas voter Macron, c’est voter le Pen ! (Le Point – 4 mai).****[[1]](http://allaingraux.over-blog.com/2017/06/i-une-majorite-presidentielle-minoritaire.html" \l "_ftn1" \o ")****»* Joffrin dans Libé du 6 mai adjure les abstentionnistes de gauche d*’empêcher les éventuelles expulsions d’émigrés.* Un chantage moral encore accentué auprès de ceux qui se rendraient complices de l’arrivée de Marine Le Pen, un Hitler en jupon, et de la rafle du Vel d’Hiv ! Lors de ces élections, un nombre d’électeurs encore plus important que dans les élections précédentes ont refusé d’obéir à ces injonctions moralisatrices, se sont abstenues ou ont voté nul ou blanc. Pourquoi ? Tout simplement parce qu’on ne leur permettait pas d’exprimer un choix qui correspondait à leur conscience, à leurs idées, à leur opinion. Elles se sont révoltées de plus en plus contre la nature systémique des institutions de la Vème République dont beaucoup disent maintenant qu’il faudrait les amender pour obtenir une meilleure représentation de la diversité politique des citoyens français. En particulier y introduire la proportionnelle. Mais à quelle dose ? Pour une juste représentation ou pour faire illusion et continuer la perpétuation du système libéral dominant ?

Ce que donnerait une représentation proportionnelle selon les résultats de ce vote législatif au premier tour ? 164 députés pour la gauche au lieu de 56 (27FI -PCF et 29 PS) dont 84 pour les partis qui ont soutenu Jean Luc Mélenchon. Comment admettre qu’avec 28,21 % des voix au 1er tour, LREM obtienne 350 députés (dont 42 Modem), soit un bonus de 164 élus par rapport à une représentation proportionnelle?

**L’abstention**

51,3 % au premier tour ; 56,52% au second tour, auxquels il faut ajouter les votes blancs (6,93%) et les votes nuls (2,94%), soit : 9,87%, pour 44, 60% en 2012. Ce qui signifie que 66,39% des électeurs n’adhérent pas aux projets macronistes. Un taux d’abstention qui dépasse les deux tiers dans de nombreux quartiers populaires et frôle les 70% chez les moins de 35 ans a une signification politique surtout si on ajoute plus de 10% de bulletins blancs et nuls. Ces couches sociales représentent 53% des Français et ne seront que peu représentées à l’assemblée. Soit qu’ils se fichent de la politique, soit qu’ils n’ont pas pu choisir... *« L’abstention écrasante qui s’est exprimée aujourd’hui a un sens offensif. Le peuple est entré en grève générale civique »*, a assuré Jean-Luc Mélenchon.

**Les raisons**

Comment expliquer qu’une majorité de Français rejetaient la loi travail dite El Khomri, d’inspiration macronienne, et qu’une majorité, certes faible (24% des exprimés au 1er tour, 16% des inscrits) aient pu voter Macron et ensuite pour les candidats LREM ? En fait, une majorité d’électeurs n’ont pas pu exprimer leurs objections, exclus de choix pour les seconds tours du fait du système électoral qui, par exemple pour les législatives, exclut les candidats qui n’ont pas obtenu 12, 5 % des inscrits pour avoir la possibilité de se maintenir. Les projets de réformes antisociales, code du travail, CSG, retraites, sont donc illégitimes, car elles ne correspondent pas au choix - je devrais dire à l’absence de choix - d’une majorité de Français désireux de s’y opposer.

Pouvait-on voter PS pour cela ? Difficile, car quels socialistes pour quelle politique ? Celle de Valls et El Khomri qui ont fait voter la loi travail (préparée par ... Macron !) ?  Certains socialistes, de ce fait, ont voté JLM ; mais ils n’approuvaient pas pour autant tous les aspects des propositions de la FI. Beaucoup de ce fait se sont abstenus. De même, des électeurs de la FI se sont abstenus ou ont voté blanc quand ils n’avaient le choix qu’entre un candidat de droite ou du FN et la LREM soumis à la volonté libérale du chef de l’Etat.

La Vème République n’autorise pas les nuances et encore moins Emmanuel Macron qui se sert des institutions, soi-disant démocratiques, en réalité bonapartistes, pour imposer ses volontés depuis son olympe jupitérien. En tout état de cause, Emmanuel Macron n’a aucune légitimité pour réaliser ses projets : en particulier sur la loi travail, l’augmentation de la CSG et son influence négative sur les retraites.

Pourquoi la FI n’a-t-elle pas pu conserver le capital de vote du premier tour de la présidentielle : 7 059 951 1484 voix (14% des inscrits, 19,58% des exprimés) contre 2 497 663 voix, 5,25% des inscrits et 11,02% des exprimés au premier tour des législatives? C’est une perte considérable. Elle touche toutes les formations politiques, et plus particulièrement la FI.

On peut énoncer de nombreuses raisons :

-tout est déjà joué lors de la présidentielle pour nombre d’électeurs des classes populaires ; après cela ne les intéresse plus. Pour eux, c’est le président qui décide de tout, alors que ce sont les députés qui sont censés faire la loi, au moins les voter. Lors d’un sondage Ipsos : 18% des personnes interrogées répondent: "quel que soit le résultat de l'élection, vous vous dites que cela ne changera rien", 16% pensent que "aucun programme ne paraît vraiment convaincant". Le plus souvent, elles ne l’ont pas lu.

**-** le mode de scrutin par circonscription : l’incompréhension du rôle du parlement est renforcée par la confusion entre la fonction locale et la fonction nationale d’un député. Il est l’élu de la nation et non d’une circonscription départementale, pour légiférer dans l’intérêt de toute la nation et non pour défende des intérêts locaux. Pour les intérêts locaux, il y a des élus locaux : conseillers départementaux, régionaux, élus municipaux. Mais, beaucoup trop de gens considèrent leur député comme une assistante sociale, ce qui alimente le clientélisme et la corruption. Ce sentiment est renforcé par le mode de scrutin et la nécessité pour être élu d’avoir un mandat local pour assurer son implantation.

**-** le quinquennat et le vote simultané : l’existence d’un nouveau gouvernement macronien, avant le vote législatif, légitimait en elle-même LREM. Le Président et les députés représentent la nation, mais l’un est l’élu de tous, les autres ne représentent chacun qu’une part du vote des citoyens. L’enchaînement des deux élections renforce le rôle prioritaire et central du président de la République et donc la confusion pour les citoyens entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. C’est encore une fois la nature de ce régime outrageusement présidentiel, monarchiste, qui dénature la démocratie représentative jusque dans l’esprit des électeurs les moins informés ou conscients.

**-** le fatalisme :9%  des  personnes interrogées pensent que le vote ne changera rien, « La République En Marche est assurée de gagner ».

**-** la multiplicité des candidatures : ce fatalisme ou découragement a pu être nourri par la multiplicité des candidatures. Une partie de l’électorat de la gauche traditionnelle a certainement été déboussolée par l’absence « d’unité de la gauche », en particulier entre le PCF et LFI, ou avec les frondeurs socialistes - sauf cas isolés. L’équilibre était délicat à réaliser entre un électorat populaire reconquis, une nouvelle base militante absolument opposée aux tractations « partidaires » d’arrangements électoraux et sans engagement sur la charte éthique, le programme et l’électorat « socialo-communiste démocrate »...Si majoritairement, l’électorat a tranché en faveur de la stratégie de LFI, ce fut au prix d’une perte immédiate, mais aussi d’un investissement pour l’avenir de LFI et de la gauche.

Pourquoi tant de candidatures ? Pour exister, les partis et organisations présentent des candidats dans le maximum de circonscriptions, même s’ils n’ont aucune chance d’obtenir des élus. Cela  leur  permet  d’obtenir  une  tribune  publique    dans les médias (c’est le cas de l’extrême-gauche) grâce aux spots de campagne diffusés sur les télévisions et radios. Mais surtout, depuis les années 1990, pour obtenir un financement public dont le montant est défini en fonction de 2 critères : le  nombre  de  voix  obtenues  aux  élections  législatives pour ceux qui   ont présenté des candidats ayant recueilli au moins 1%  des voix dans au moins 50 circonscriptions et selon le nombre de parlementaires élus. Ce financement constitue la principale ressource pour les   dépenses de fonctionnement des partis. En 2012, le PCF avait trusté 80 % des candidatures du FDG, avec l’insuccès que l’on sait, (moins de 10 députés élus) mais avec un bénéfice financier qui explique beaucoup de ses choix ...stratégiques, dans lesquels LFI ne voulait pas se laisser embarquer cette fois. Car le rapport des forces a changé.

**-** le « dégagisme » :c’est une arme dangereuse qu’il faut manier avec précaution pour ne pas tomber dans le « tous pourris » ; il est alimenté par les « affaires » de corruption dont se sert avec outrance l’extrême-droite. Il a été aussi très puissamment nourri par le quinquennat hollandais où le président « ennemi de la finance » a mené une politique libérale dans la continuité de celle de la droite sarkozyste. Les partis politiques, vecteurs indispensables de la démocratie, et leurs dirigeants, ont été gravement affaiblis et pour le PS quasi éliminé comme le Pasok en Grèce. Il suffirait de limiter les mandats dans l’espace et le temps : un seul mandat renouvelable une seule fois dans la même fonction, pour éviter la nécrose et limiter les possibilités de corruption en renforçant les contrôles.

- la confusion :le ni-gauche, ni droite ou de droite et de gauche qui est en réalité un ni de gauche, ni de gauche, ont entraîné une grande confusion dans l’esprit de nombre d’électeurs devenus perplexes sur les profils des candidats proposés et leurs idées, en dehors de leur adoration pour Jupiter. On a même vu une candidate macroniste voyante !!!

- les médias, qui ont outrageusement favorisé la popularité du nouvel exécutif. Le CSA a dû rectifier les temps de parole accordés aux formations politiques, avec l’apparition de partis comme LFI, et aussi LREM d’ailleurs, qui n’existaient pas auparavant.

- le rejet indistinct de tout ce qui ressemble à la classe politique traditionnelle. Le label LREM, vaut rédemption de tous les péchés, même pour ceux qui ont trempé dans « les affaires : Ferrand, les Modem », aujourd’hui rattrapés par le boomerang que Macron a lancé.

*Le blog d’Allain Graux : http://allaingraux.over-blog.com. Cet article y est paru illustré de tableaux et schémas*

* LES Intellos, les Ploucs et le Futur de la Démocratie

*Par Jacques-Robert Simon*

L’expression « plouc » semble provenir de « plou » qui signifie paroisse en breton. Beaucoup de bretons fuyant la misère tentent leur chance à Paris à la fin du XIXe siècle. Rustres, peu éduqués, ils constituent une main d’œuvre bon marché. Certains des parisiens les appelèrent ploucs, mot qui servit également pour désigner toute personne aux manières grossières et aux goûts triviaux.

Au premier tour des élections présidentielles, le Front National (FN) recueille 21,4% des voix (7,6 millions de suffrages). Le Front National a surtout séduit les couches populaires: 37% des ouvriers, 32% des employés. À noter qu’ouvriers et employés représentent approximativement la moitié des actifs totaux. Les traits « caractéristiques » des employés ou ouvriers sont: la précarité de l’emploi, un travail pénible, de faibles perspectives de promotion… Les électeurs FN se préoccupent au plus haut point des questions d'immigration, de l’insécurité et du terrorisme. La source première des problèmes, selon eux, est la perte d’identité liée à la mondialisation.

Les «laissés-pour-compte» de la mondialisation (comme il est bon de les nommer) analysent-ils les situations qu’ils subissent d’une façon approximative, erronée, tronquée à cause de leurs faibles bagages universitaires comme semblent le suggérer certains « intellos » ? Chacun reconnaît qu’une nouvelle division internationale du travail s’est mise en place rapidement ces dernières décennies avec pour effet de faire fabriquer aux travailleurs les plus démunis des biens vendus aux pays riches. Cela revient à la mise en place d’une politique qui sacrifie sciemment la classe sociale la plus modeste des pays riches au profit d’investisseurs apatrides et de travailleurs miséreux à l’autre bout de la planète. À titre d’exemple, en 2015 la Direction Générale du Trésor indique que les entreprises françaises sont à l’origine de 570 000 emplois en Chine tandis que seulement 45 000 emplois ont été créés par les entreprises chinoises en France. Le reproche fait aux dirigeants selon lequel la politique qu’ils mènent n’est pas conforme aux intérêts nationaux ne peut pas être rejeté d’un simple revers de main en suggérant que les intéressés sont animés de désirs obscurantistes et totalitaires, des ploucs en quelque sorte.

L’ensemble des dirigeants Européens et Américains peut-il être soupçonné de vouloir ruiner leurs « pauvres » nationaux au seul profit d’une très petite minorité de riches considérant la planète comme un monde sans frontières ? L’économie sans dogme religieux, ni contrainte philosophique, peut permettre d’éclairer les choix de nos dirigeants. Les préceptes de l’économie néoclassique sont devenus dominants dans les milieux « intellectuels ». Ceux-ci se fondent sur quatre postulats : les phénomènes économiques doivent être étudiés par les mêmes méthodes que les phénomènes physiques ; les agents qui interviennent sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées ; les agents cherchent à maximiser l'utilité des biens consommés, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit ; les agents agissent chacun indépendamment, à partir d'une information complète et pertinente.

À partir de ces préceptes des modélisations sur ordinateur peuvent être faites et des calculs de probabilité de devenirs économiques peuvent être faits. Cependant, aucune des hypothèses proposées ne peut être considérée comme correcte même très approximativement. Une connaissance même sommaire des systèmes complexes permet de mettre en lumière leurs non-sens. D’ailleurs expérimentalement, les prédictions économiques sont souvent ineptes. Il n’existe donc pas de science économique, les décisions qui sont prises dans ce domaine relèvent toujours d’une idéologie, arbitraire mais cohérente, et les citoyens concernés sont priés de se plier aux théories qui en découlent, d’autant plus que les mots liberté, libéralisme, libertaire l’auréolent.

Le dessein des Etats-Unis d’être les seuls maîtres du monde ne fait plus aucun mystère. La promotion d’un certain type de démocratie par la force militaire et plus encore par les multiples facettes du *soft power* a été constante depuis la seconde guerre mondiale. Selon cette conception, les défis que l ‘humanité devra affronter à terme, les dérèglements climatiques, les problèmes d’approvisionnement énergétique, les modes de surconsommation devront être solutionnés sous une férule Nord-Américaine. On s’achemine ainsi vers une meilleure répartition des richesses mondiales en favorisant l’apparition de « riches » dans les pays émergents. Grâce à cette homogénéisation, des accords comme ceux de l’Accord mondial de Paris sur le changement climatique (COP21) peuvent être passés, avancées supplémentaires vers une gouvernance mondiale sous couvert de l’ONU. La proposition est séduisante mais dans le même temps, les inégalités deviennent tellement critiques qu’elles deviennent une préoccupation même pour le FMI. Nicolas Machiavel avait déjà décrit les conséquences d’un trop grand intervalle entre les gouvernants et le peuple : *« Dès lors, les premiers prirent la qualité de nobles, et les autres furent simplement nommés le peuple. »*.

Interviennent alors les « intellos » du racisme anti-ploucs. Un journaliste renommé, titulaire d’une maîtrise en droit public, diplômé d’une IUT de journalisme, intervieweur et chroniqueur reconnu sur divers médias déclare qu’il fallait *« s’interroger quelquefois sur le suffrage universel »*. En d’autres termes, faut-il interdire aux ploucs de voter ? Les « intellectuels » pensent souvent que leur travail est hors de portée des manuels et que quelque faculté mentale spécifique est indispensable pour exercer leur profession. C’est pourquoi ils adoptent souvent à l’égard de ceux qui n’appartiennent pas à leur monde une attitude faite de commisération et de mépris. Le travail manuel recouvre des activités très diverses appartenant aux arts et aux sciences expérimentales. Le mode d’acquisition du savoir diffère de celui des intellectuels car il s’effectue principalement par l’apprentissage. L’apprentissage ne se dissèque pas en d’innombrables sous-domaines susceptibles d’être enseignés d’une façon rationnelle et magistrale. Le savoir faire précède le savoir. Les travaux manuels recouvrent la quasi-totalité des champs d’activité possibles sans toutefois proposer de modèles permettant d’en parler. C’est cette retenue de langage des uns qui va permettre aux autres de s’épandre sans limites dans tous les lieux de spectacle dont les médias. L’apprentissage, qui ne repose pas ou peu sur un enseignement magistral, semble se prêter mal à l’analyse lucide d’une situation, mais le ressenti conduit la plupart du temps à un résultat plus précis que maints discours didactiques.

Le racisme anti-plouc est un épisode de la guerre pour faire disparaître les démocraties dans lesquelles un électeur représente une voix. Dans l’organisation qui prend place, les élections ne serviront plus du tout à désigner des hommes de pouvoir. Les décideurs seront les investisseurs, les entreprises multinationales prendront la place des états, les citoyens deviendront de purs consommateurs, les droits de l’Homme se limiteront au droit du plus fort. Les multinationales possèdent déjà en partie leur propre justice : elles peuvent traîner des États devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi) si des décisions de ceux-ci ne leur conviennent pas. Au nom de la protection des investissements, les gouvernements sont sommés de garantir trois grands principes : l’égalité de traitement des sociétés étrangères et des sociétés nationales; la sécurité de l’investissement ; la liberté pour l’entreprise de transférer son capital. Quant à la puissance actuelle des multinationales, il faut savoir que seulement 147 d’entre elles contrôlent 40% des activités mondiales. Et si l’on assistait aux derniers soubresauts des Nations démocratiques ?

* Il avait une Réponse Aujourd’hui

*Par Hervé Mesdon*

A l’extrême silence, à l’humiliante soumission de ses parents, ouvriers agricoles là-bas au Portugal, José Da Silva aujourd’hui avait une réponse : Marie, sa fille, venait d’obtenir le CAPES d’histoire. Il était fier. Sur les vastes domaines tenus de main de fer par les grands propriétaires de plomb, c’était l’époque de Salazar. C’était comme ça la vie là-bas, la sienne, la vie de ses parents, vie de gravité, de têtes basses, de terre basse, d’échines ployées, de mains calleuses. Il revoyait le vide froid des yeux de ses parents. Dans les yeux de son père, il avait senti de la haine pour ce fils qui les abandonnait quand il leur avait annoncé son départ pour la France. Il avait vu sa mère lui tourner le noir voûté de son dos et s’en aller sans un mot. 35 ans de cela, il ne les avait jamais revus, mais le givre qu’ils avaient mis en lui était toujours là. Aujourd’hui il était fier : Marie était reçue, il avait une réponse aujourd’hui.

C’était le journal de la deux, il venait de finir son repas, entre 8h et 8h 30, le téléphone avait sonné. Marie riait, elle disait : « je suis reçue, papa, tu te rends compte je suis reçue ». Il n’avait su que dire ou presque : « je suis fier de toi, Marie ». Il l’avait dit au moins deux fois, peut-être trois, pensait-il. Marie tout de suite avait su qu’il n’en dirait pas plus. Tout de suite elle avait regretté, regretté elle ne savait quoi, mais regretté. Elle n’avait plus su quoi dire non plus. Peut-être avait-il dit une fois encore je suis fier de toi. Peut-être avait-elle dit encore, je suis contente tu sais. Et puis elle avait dit qu’elle était avec des amis, elle rappellerait.

Marie alors s’était demandée pourquoi toujours ça avait été ainsi avec son père : une ombre, comme l’impalpable d’une ombre entre eux. D’avoir appelé son père, c’était fini d’être parfaitement heureuse de son succès. Elle lui en voulait un peu, s’en voulait, elle ne savait pas trop. Elle n’avait jamais su faire vraiment avec cette tendresse froide et silencieuse de son père. Toujours elle avait regretté : cette distance, ce silence. José aussi maintenant regrettait de ne pas avoir pu en dire davantage. Qu’y pouvait-il, il ne savait pas. Maintenant, mais trop tard, il saurait dire son bonheur. Il le disait au-dedans de lui en se souvenant de ses parents et de la réponse qu’il avait pour eux. C’était Marie, sa réponse. Il ne pouvait pas se rasseoir comme ça devant la télé, il fallait faire quelque chose d’autre, à la mesure de son bonheur. Il pensa que si Françoise, sa femme, avait encore été là, elle aurait su que faire, elle. Depuis qu’elle était morte, il ne savait pas.

Alors il avait allumé sa pipe, il avait mis sa casquette et il était sorti. Il pensa que c’est triste un bonheur dont on ne sait que faire. Il était entré au Café du Commerce, il avait commandé un rhum. Il avait dit au patron que sa fille venait d’avoir son CAPES. Le patron avait dit : «ah bon» et il avait continué à commenter le match à la télé avec deux poivrots à l’autre bout du comptoir. Il s’était dit que sa femme aurait su que faire de leur bonheur. Elle aurait sauté de joie, elle aurait causé, elle aurait débouché une bouteille pour arroser ça et elle aurait causé encore et encore et lui dans ce bonheur à elle, il aurait coulé le sien. Tout aurait été parfait. Quittant le Bar du Commerce, il était descendu vers le port, là il y en avait des bars où noyer ce qu’on avait à dire dans le brouhaha qui ne vous écoute pas. Il les fit tous.

* Trump, l’Accord de Paris, et le Climat

*Par Michel Rogalski*

La nouvelle, attendue, est tombée le 1er juin. Les États-Unis ont décidé de sortir de l’Accord de Paris sur le climat, six mois seulement après son entrée en vigueur. Les modalités n’en sont pas encore toutes connues, mais la décision est prise, bien qu’elle ne puisse avoir d’effets immédiats. Trois Présidents avaient refusé de ratifier le Protocole de Kyoto (Bill Clinton, Bush Jr., Barack Obama) qui organisait la régulation climatique mondiale, signifiant au monde que le mode de vie américain n’était pas négociable. En signant, à la fin de son second mandat, l’Accord de Paris Barack Obama avait envoyé un signal fort au monde et semblait engager son pays dans un partenariat solide avec la Chine sur cette question, coopération qui fut décisive pour l’adoption de l’Accord. Conformément à ses engagements électoraux, Donald Trump revient brutalement sur cette trajectoire.

Deux options s’offrent à lui. Soit sortir de l’Accord de Paris, mais avec une prise d’effet seulement après le 4 novembre 2020, ce qui, compte-tenu de l’incertitude sur un second mandat, aurait peu d’effet juridique. Soit quitter le dispositif de la Convention-cadre des Nations unies adopté lors du Sommet de la terre en 1992 et se priver dès lors de toute influence sur les Conférences des parties annuelles. Mais le vrai problème n’est pas là. Il tient au fait que dans la pratique les États-Unis envoient un message fort au monde : ils ne tiendront pas les engagements de l’Accord de Paris, même s’il leur est impossible de le torpiller. Une telle annonce permettra aux pays qui avaient dissimulé leur réticence de s’enhardir, voire peut-être de se regrouper et miner de l’intérieur les efforts consensuels qui avaient été décidés.

En réalité Donald Trump n’a pas besoin d’attendre quatre années pour prendre des mesures dont les effets délétères sur le climat seront considérables. L’Accord adopté à Paris est une déclaration d’intention mais n’est assorti d’aucune mesure coercitive ou punitive. On est très loin par exemple du niveau de contrainte ou de sanctions du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP). Il repose sur la bonne volonté des cosignataires. Sans augmenter ses émissions de gaz à effet de serre, ce qui est le cas depuis plusieurs années, avec 14% des émissions mondiales, les États-Unis se placent en deuxième position derrière la Chine. Les mesures les plus destructrices seront prises dans le domaine de la finance et impacteront de multiples structures dédiées au climat et qu’ils contribuent à faire vivre. Washington participe à hauteur de 25 % (15 millions de $) au budget de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Les États-Unis contribuent pour 40% au budget de fonctionnement du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui assure un travail de veille scientifique et propose des préconisations aux gouvernements. Il joue un rôle central dans la bataille des idées et a énormément contribué à faire reculer les thèses climato-sceptiques. Si cette aide lui était retirée son avenir serait menacé. Mais surtout, c’est dans le domaine du financement des pays pauvres pour les aider à s’adapter aux effets du changement climatique que l’impact sera le plus fort. Prenant appui sur le principe de la «responsabilité commune mais différenciée» acté en 2009 par la Conférence de Copenhague et auquel les pays du Sud sont très attachés, il avait été décidé de créer un Fonds vert qui devait à l’horizon 2020 être alimenté à hauteur de cent milliards de dollars par an. Si à cette date, lors de l’évaluation de l’Accord de Paris, cette somme n’était pas réunie, c’est la poursuite même de tout ce qui avait été envisagé qui pourrait être remise en cause. Cette question va devenir le point de friction central des rapports Nord-Sud qui au fil des décennies se sont quasiment réduits à cette seule question.

Donald Trump ne croît pas à la réalité du changement climatique. Il s’appuie au demeurant sur de larges courants de l’opinion publique américaine qui est très tranchée sur ce dossier. Il est persuadé que l’Accord de Paris est un outil de «redistribution massive de la richesse des États-Unis vers d’autres pays». Tout comme le libre-commerce constitue à ses yeux une machine à piller son pays. La Chine aurait inventé le concept de changement climatique pour s’attaquer à la productivité des entreprises américaines. Il prétend être animé par la recherche d’une autonomie énergétique et n’hésite pas à relancer le charbon, développer gaz de schistes et pétrole, bref toutes les énergies fossiles et carbonées les plus dangereuses pour le climat. Seule la faiblesse du cours du baril de pétrole lui interdit d’aller plus loin dans ce domaine, en rendant l’exploitation des gaz de schistes insuffisamment rentables. L’Arabie saoudite, souhaitant garder ses parts de marché pétroliers fait tout pour ne pas trop relever le cours du baril rendant périlleux l’équilibre des finances publiques de quelques États (Russie, Venezuela, Algérie).

Avec les relations avec Cuba, le climat constitue l’un des rares points sur lesquels Donald Trump pouvait espérer ne pas connaître un désaveu intérieur dans son entreprise de démolition de pans entiers de la politique d’Obama. Mais la surprise est au rendez-vous. Depuis une vingtaine d’années des initiatives se multiplient et des réseaux d’acteurs se constituent pour agir dans le domaine de la résistance au changement climatique et apparaissent aujourd’hui comme des forces incontournables qui échappent à toute injonction gouvernementale. En effet, c’est au niveau des villes et des États – en coordination – que s’organise, en liaison avec un mouvement de citoyens très actif des actions concrètes en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et à basculer vers les énergies renouvelables. La Californie – 6ème économie du monde -, les États de New York, de Washington et du Massachusetts ont annoncé leur intention de respecter, quelle que soit la politique nationale, les engagements de l’Accord de Paris, voire d’aller au-delà. La Californie a déjà instauré au niveau de son État une régulation par les quantités («cap» et un marché «trade») pour en garantir le fonctionnement. Le milliardaire et maire de New York, Michael Bloomberg, a pris la tête de cette contestation pro-climat en y associant des centaines d’entreprises parmi lesquelles des poids lourds de la high-tech, de nombreuses universités et organisations citoyennes. L’affrontement ne fait que commencer et parcourra tout le mandat présidentiel.

En présentant la question climatique comme une invention chinoise destinée à nuire aux intérêts des États-Unis, Donald Trump a offert aux Chinois une occasion inespérée de profiter de la situation d’isolement dans laquelle il s’est plongé. Sa politique de repli est en total contraste avec les ambitions chinoises. Xi Jinping qui avait déjà pu s’afficher comme le défenseur du libre-commerce à la réunion de Davos, lance désormais la nouvelle «route de la soie» censée concerner tout à la fois l’Europe et l’Afrique en promouvant le concept de «gagnant-gagnant». Le retrait américain du partenariat transpacifique (TPP), conçu par Obama pour isoler la Chine, permet à celle-ci de proposer aux pays de la région un projet concurrent beaucoup moins contraignant en matière de normes sociales ou environnementales. Le projet chinois (One Belt One Road, OBOR) profite du cadeau américain et annonce le grand retour de Pékin en Asie articulé autour de la sécurité de ses approvisionnements, d’une possibilité d’exportations de ses excédents et de l’appui d’une banque de développement d’une grande capacité financière, l’Asian Infrastructure Investment Bank – AIIB dans le but de concurrencer la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale qui étaient déjà défiées par la «banque des BRICS» basée à Shanghai et à laquelle participent les Russes. Ainsi Trump, plongé dans ses démêlés avec la justice à propos de ses rapports avec la Russie, semble beaucoup plus avoir favorisé les intérêts de Pékin que de Moscou.

Nul doute que la décision-climat de Trump va empoisonner son mandat compte-tenu des oppositions organisées qu’elle suscite à travers le pays et qu’elle va contribuer largement au remodelage de l’économie mondiale en effaçant le fameux «pivot» asiatique de Barack Obama dans les décennies à venir.

*Article paru dans la revue Recherches Internationales (www.recherches-internationales.fr)*

* Passeurs et Farceurs

*Par Yann Fiévet*

Les passeurs sont des salauds, c’est entendu. Profiter que des hommes, des femmes et des enfants ont le désir ardent de fuir – au risque assumé de leur vie – la misère, la répression ou la guerre est une infamie sans nom. Il faut la condamner sans réserves évidemment et n’avoir aucune indulgence envers ses auteurs. Pourtant, disons-le tout net, une fois l’indignation prononcée, à l’occasion d’un naufrage «record» au large des côtes italiennes, la terrible question reste entière. L’indignation ne met jamais fin au crime. Affubler les passeurs, en haut-lieu, du vocable de «terroristes», très en vogue ces temps-ci, ne saurait satisfaire l’intelligence de tous ceux qui ont l’ambition de dépasser l’émotion puisqu’ils savent qu’elle est le plus souvent l’ennemie de la compréhension. Si l’on peut prêter à l’homme de la rue des circonstances atténuantes à son ignorance il en va tout autrement de l’homme de pouvoir, qui plus est lorsqu’il incarne le pouvoir suprême. Quand le sens profond du tragique est caché derrière des paravents commodes nous reconnaissons là une farce. Traquer les passeurs, en admettant que ce soit possible, ne saurait donc suffire. Il faut dénoncer dans le même temps les farceurs. Au cours des vingt dernières années, près de quarante mille êtres humains sont morts aux portes de «notre» Europe. L’hécatombe est devenue telle que l’on n’ose plus qualifier ces migrants désespérés eux aussi de terroristes comme on a eu l’audace crasse de le faire voilà quelques années. Farce, vous dit-on !

Le problème est d’abord celui des frontières que le monde riche maintient contre le monde pauvre et/ou en guerre tout en regrettant qu’elles ne puissent être infranchissables. L’Europe-forteresse est bel et bien une réalité si l’on comprend que l’Union Européenne est coupable d’une grande duplicité. Le discours sur la nécessaire coopération économique avec les pays de l’autre rive de la Méditerranée est contredit par les accords – pour ne pas parler de pressions – passés avec les gouvernements de ces pays pour qu’ils retiennent leurs migrants potentiels. Et les pays européens de financer les opérations. C’est ainsi que la Lybie, la Tunisie, le Maroc, l’Algérie, et désormais la Mauritanie comme le Sénégal, constituent un immense corridor où sont enfermés dans un « archipel de camps de rétention » de fortune un nombre croissant de déshérités. On admirera ici l’accommodement de la loi fondamentale. Si la Déclaration universelle des Droits de l’Homme de 1948 stipule expressément que toute personne est libre de quitter son pays, officiellement ce sont désormais les pays d’origine qui retiennent les candidats au départ et non les pays d’accueil ou de transit européens qui les rejettent. Cette « externalisation des frontières » de l’Europe est une manière – on ne peut plus lâche – de confier à d’autres le traitement de problèmes que les pays européens ont pourtant largement contribué à faire émerger.

Il n’y aurait ni passeurs ni trafic morbide d’êtres humains si la liberté de circuler existait encore. C’est le refus quasi systématique des visas qui instaure l’économie du voyage sans retour. Toutes les associations s’occupant sérieusement des questions migratoires le clament depuis longtemps : si le franchissement de la Méditerranée était libre très peu nombreux seraient les migrants s’installant en Europe. Ils feraient des allers-retours qu’ils ne font pas quand ils ont payé très cher leur voyage clandestin et quand ils savent qu’en repartant ils ne pourront sans doute plus revenir. Le risque d’une invasion consécutive à l’ouverture des frontières est un pur fantasme alimentant le fonds de commerce de l’extrême-droite européenne montante. Quelle est donc cette Europe de cinq cents millions d’habitants qui se pense menacée dans ses avantages économiques et dans sa culture – déjà bariolée du reste - parce qu’elle accueillerait deux cent mille personnes chaque année ? Au lieu de répondre à la barbarie des passeurs par l’intelligence d’une politique migratoire tuant dans l’œuf leur lucratif business des âmes damnées et la clandestinité largement fantasmée qu’il suscite, il est question de fomenter des coalitions pour mener des expéditions punitives supposées les mettre hors d’état de nuire. Bomber le torse, montrer ses muscles, puis quitter la place en laissant derrière soi une société plus dévastée qu’à l’arrivée. La France Sarkozy a « libéré » la Libye. Qu’en reste-t-il quatre ans plus tard ? La France de Hollande devait sauver le peuple malien. Quatre ans plus tard, le Mali est toujours menacé de partition. A chaque fois, le potentiel des migrants augmente. C’est que, contre toute fausse naïveté, la démocratie ne s’exporte pas !

Et si le pire n’était pas la guerre ? La domination du « modèle » économique du Nord imposé aux sociétés vulnérables du Sud, sans consultation des peuples qui tentent d’y survivre, font des ravages moins brutaux mais plus amples que les conflits guerriers. Les plans structurels d’ajustement «recommandés» dès les années 1980, notamment aux pays africains, par le tandem FMI-Banque mondiale ont été la plupart du temps désastreux. «La quasi-totalité des migrants en difficulté n’aurait pas pris le risque de partir si les politiques économiques mises en œuvre étaient créatrices d’emplois.», écrivait Aminata Traoré en avril dernier avant d’ajouter : «Les règles de l’OMC sont hautement destructrices.» Ainsi, l’accaparement des terres agricoles par les firmes transnationales va exclure davantage de paysans de leur activité de production. Une terrible catastrophe est programmée depuis l’adhésion de nombre de ces pays à l’Organisation mondiale du commerce. «Un travailleur agricole bien équipé pourrait remplacer 2 000 paysans pauvres.  Trois milliards de personnes ne pourront pas être absorbées par l’industrie, même avec une croissance fantastique», annonçait Samir Amin dès 2006. Enfin, les farceurs qui n’accusent que les passeurs oublient singulièrement l’acte principal de leur domination : l’économie du Nord est très gourmande en ressources énergétiques, minières, forestières ou encore halieutiques dont regorge le Sud. Elle en a besoin, alors elle se sert abondamment, ne laissant que des miettes aux peuples soumis à ce pillage néocolonial. Et l’on a le monstrueux toupet de s’étonner qu’une telle injustice nourrisse l’esprit de révolte, puisse précipiter ses victimes dans les bras des pires extrémistes, les pousse à quitter leur terre et leur famille ? Honte à nous qui osons encore nier ces faits incontestables et qui rendons nos frontières si dangereuses à franchir.

Stefan Zweig qui se définissait avant toute chose comme citoyen du monde assista avec effroi après la Première Guerre mondiale à la chute morale de l’Europe. On commença par y imposer la nécessité pour tous les hommes d’avoir des papiers. Ce que ce si brillant esprit écrivit alors aurait pu servir d’avertissement : «Partout on se défendait contre l’étranger, partout on l’écartait. Toutes les humiliations qu’autrefois on n’avait inventées que pour les criminels, on les infligeait maintenant à tous les voyageurs, avant et pendant leur voyage.» (1) Faut-il raconter la suite de l’Histoire ? Elle se fit sans Zweig qui avait préféré se donner la mort en 1942.

*(1) Stefan Zweig, Le monde d’hier, 1939*

* La Derniere Cartouche. Pourquoi Macron Echouera

*Par Rafael Poch*

Grandes ambitions, volontarisme énergique et peu d’appui populaire. C’est la base sur laquelle le nouveau président de la France veut appliquer, avec une nouvelle image, tout ce qui a échoué durant les dernières décennies. Pour arriver à sa [trompeuse victoire](http://blogs.lavanguardia.com/paris-poch/2017/04/24/macron-la-enganosa-victoria-tranquiliza-76737/) électorale, le jeune Macron a du abolir l’alternance et le quasi pluralisme institutionnel en France. Pour faire son omelette, il a mis le feu à la cuisine. Cette victoire, qui va se défendre avec des méthodes autoritaires, sera, sûrement, son plus grand facteur d’échec à moyen et à long terme.

Kremlinologie à l’Élysée

Les gouvernements français ont l’habitude d’être remplis de ministres qui veulent être présidents. Des personnages qui conspirent et manœuvrent pour cela depuis leur fonction. Avec François Hollande, il y en avait plusieurs dont les ambitions étaient manifestes ; Arnaud Montebourg, Manuel Valls et Emmanuel Macron, lui-même, le plus malin et discret de tous qui a fini par s’emparer du trône. Au sein du gouvernement de Macron, il n’y a pas trace de ces «conspirateurs ambitieux». Le Président a été vacciné contre le rôle que lui même a joué comme ministre de Hollande. Si on excepte Bruno Le Maire, un poids léger de la droite qui est à la tête de l’économie (au cas où, Macron a mis comme second son plus fidèle collaborateur Benjamin Griveaux), dans le nouveau gouvernement français il n’y a pas d’hommes politiques. Seulement des technocrates obéissants.

Sur la photo de groupe que Macron a faite avec ses ministres dans le jardin de l’Élysée, le Président a cassé la tradition et ne s’est pas placé devant, mais au milieu de ceux-ci. Cela semble plus démocratique, mais ce n’est qu’une question d’image : tout le monde sait bien qui est « le chef », comme on l’appelle dans son entourage. Macron veut être un président « total ». Commander beaucoup et parler peu («La parole présidentielle sera rare», a-t-il dit). Ses ministres seront disciplinés, les fuites ne seront pas admises et si elles existent elles seront sanctionnées. «Ce gouvernement à vocation à durer», a-t-il dit après la photo. Les médias, à 80 % aux mains de magnats qui l’appuient, n’ont pas prêté une grande attention au fait que trente jours ont suffi pour que le nouveau gouvernement «irréprochable et exemplaire» subisse sa première crise : quatre ministres éclaboussés par des irrégularités économiques ont sauté de leurs postes. Malgré la vice structurel dans lequel ils sont plongés, les médias français adorent démolir les idoles qu’ils ont contribué eux–mêmes à créer. Combien durera dans sa forme actuelle cette indulgence médiatique viciée ?

Programme et objectifs

Présenté comme novateur et original, souvent avec des formules à la «*nordique*» et des sophistications conceptuelles, pour camoufler de simples et vieilles politiques néolibérales de coupe sociale, le programme de Macron n’a pas grande chose d’original : il s’agit d’appliquer une fois pour toutes en France le catalogue complet de Bruxelles/Berlin. Le discours habituel affirme que cette régression sociale et dans le monde du travail n’a jamais pu s’appliquer en France, un pays «conservateur» avec un «excès d’État» et de fonctionnaires, et que ces réformes «libéreront les énergies du pays». En réalité on essaie d’imposer de force une réduction des retraites de 20%, une baisse des salaires, une réduction de la fonction publique (120 000 fonctionnaires en moins) et une «flexibilité» qui donne des ailes à la précarité. «Il est le politique anglophone et germanophile dont l’Europe a besoin», a-t-il dit de lui la revue Foreign Affairs. «Son ascension peint bien pour les actionnaires et les entrepreneurs qui demandent une refonte d’urgence nécessaire du marché du travail français», remarque un commentateur de l’agence Bloomberg. «Le sauveur de l’Europe» délire sur une couverture *The Economist* avec un point d’interrogation. Et derrière ceux-ci, la cacophonie habituelle de toute une armée de perroquets.

L’objectif est d’imiter le «*modèle allemand*», en augmentant la frange de bas salaires qui en Allemagne affecte 22,5% des salariés (7,1 millions de personnes) et en France seulement 8,8% (2,1 millions). Avec ces recettes, on pourra arriver aux niveaux «*satisfaisants*» allemands de chômage. Le chômage en Allemagne est à 3,9% selon Eurostat, et à 5,8% selon le Bureau Fédéral de Statistique Allemand, qui utilise comptabilité différente de l’européenne. Mais depuis des années, on sait que, grâce à diverses astuces comptables qu’ils balaient sous le tapis des pans entiers de la population active, le chiffre réel du chômage est bien supérieur, à 7,8% actuellement. C’est-à-dire seulement deux points de moins qu’en France et avec plus de précarité parmi les salariés et plus de pauvreté parmi les retraités, un problème à peine existant en France. L’Allemagne, qui a une démographie mourante, n’est pas un modèle pour la France avec son taux de natalité dynamique et son plus grand besoin de services publics.

Que la France n’ait pas fait de réformes dans cette direction, fait partie du mythe. La tentative téméraire de Macron est la culmination radicale de trente ans d’hégémonie néolibérale dans la politique et dans les médias de la France, quelque chose qui a commencé avec Valéry Giscard d´Estaing en 1974, a été poursuivi par Mitterrand (en trahissant son programme initial en 1983) et continué depuis ce temps-là par tous les présidents «*dits de gauche*» et de droite qu’a connu le pays. La mondialisation veut détruire une tradition nationale d’état fort particulièrement appréciée par les français et qui fonctionne économiquement beaucoup mieux que ce qu’on dit. En termes généraux, le modèle politique de Macron est la «*marktkonforme Demokratie*» (la démocratie adaptée au marché) de Madame Merkel, y compris la marginalisation de l’opposition parlementaire. L’entreprise et la méritocratie n’avaient jamais été si présentes dans le gouvernement. Les secteurs privilégiés n’avaient jamais pesé autant (au-dessus de 70%) dans le corps de députés.

Idéologiquement Macron est, selon la définition du fondateur d’Attac Peter Wahl, «un mélange programmatique du récit libéral de gauche - vert-alternatif (questions de genre, de minorités sexuelles, d’environnement, d’européisme et de cosmopolitisme), de modernisme start-upiste numérique dans la ligne «uber pour tous», une bouffée d’euphorie *make France great again*, et un néolibéralisme presque à la Margaret Thatcher avec un visage humain». Sa feuille de route est «*gaidariste*» (pour Yegor Gaidar, auteur de la «thérapie de choc» russe) : introduire rapidement et par décret une régression dans l’univers social et du monde du travail à partir de cet été, et contenir la réponse sociale qui suivra grâce à l’introduction dans le droit commun, à partir de l’automne, des préceptes liberticides des mesures d’exception contenues depuis un novembre 2015 dans «l’état d’urgence» encore en vigueur. En Russie, la «thérapie de choc» de Gaidar (1991) a eu besoin d’un coup de l’état (1993). La France n’est pas la Russie, mais Macron a beaucoup de possibilités, et toutes les positions pour être le Président autoritaire de la France.

Il a aussi beaucoup de possibilités d’échouer, par sa politique en matière sociale et professionnelle erronée et imposée, et parce que sa base sociale et électorale (la France de ceux d’en haut et le vote de 16% des inscrits) est réduite. La somme des deux choses jette une faible légitimité (qui contraste beaucoup avec sa majorité écrasante absolue dans les institutions et les médias de communication) et transforme en quelque chose de téméraire son ambition autoritaire de redresser la France en finissant de la casser.

Les ambitions et les risques

Seul un jeune homme de 39 ans, convaincu de son propre génie et qu’il ne doit rien à personne, et qui ignore l’échec, peut unir une relation si explosive entre ambitions et risques. La dévaluation salariale et des retraites de 20% recherchée, échouera parce que la demande intérieure va couler et que le chômage augmentera en France. Macron devrait augmenter les salaires, mais même s’il le voulait, il ne le pourrait pas, parce qu’il est emprisonné dans le schéma allemand qui domine l’Europe. Sa consigne européenne, «L’Europe qui protège», est en contradiction directe avec le programme néolibéral, c’est-à-dire avec le [projet européen](http://blogs.lavanguardia.com/paris-poch/2017/02/01/adios-union-europea-42041/). La situation des comptes publics français pour respecter le dogme allemand de 3 % de déficit et les autres conditions requises, s’annonce compliquée. Dans l’improbable supposition que le macronisme tente une politique alternative en Europe, il devrait renier de l’actuel *projet européen*. S’il ne fait rien, il continuera de nourrir tout ce qui rend aujourd’hui plus de la moitié des français souverainistes. Le ministre de l’Économie français, le poids léger Bruno Le Maire, est totalement incapable d’affronter le poids lourd allemand Wolfgang Schäuble. Macron a de grandes ambitions. Il dit que sa présidence supposera, «une renaissance de la France et j’espère de l’Europe». La simple réalité est que son échec sèmera le chaos en France, où l’indignation prendra la relève de l’actuelle indifférence et de la sourde déception, et par extension il aggravera la situation dans cette Union Européenne qui cherche des sorties à son imbroglio compliqué dans la militarisation et le bellicisme, de «l’Europe de la défense».

Le premier adversaire de Macron sera une répétition, augmentée, de ce qu’on a vu au printemps dernier : une alliance de la jeunesse et du syndicalisme radicalisé qui pourrait pousser vers une grande révolte. Pour évaluer si cela peut donner lieu à des convulsions sérieuses, il suffit de comprendre une chose : que la situation actuelle n’a pas d’alternative institutionnelle. Pour arriver où il est arrivé, Macron et les forces oligarchiques qui l’ont porté dans le dernier cycle électoral ont eu à dynamiter l’alternance et presque le pluralisme institutionnel dans le pays (l’incendie de la cuisine). Dans les institutions françaises, il n’y a déjà plus qu’un seul parti. Le conglomérat macroniste, étendu à ses satellites (socialistes et conservateurs « constructifs » envers le Président), il a 80 % des députés alors qu’il a obtenu le vote réel de 16 % des français.

Cette victoire, sera à moyen et long terme son plus grand facteur d’échec, parce que cette abolition condamne l’opposition à un statut «antisystème» : toute force sociale qui s’oppose au macronisme aura à changer le régime. Un scénario très russe, qu’il rappelle le drame de l’autocratie mais en France. L’autoritarisme macroniste qui s’annonce est la dernière cartouche de l’establishment pour dissoudre/changer la France. Son échec n’aura pas d’alternative dans l’actuel cadre institutionnel, la Vème République, et probablement, pas non plus dans l’actuel système. À partir de ce pronostic, tous les paris sont permis …

*Rafael Poch est journaliste, correspondant en France de La Vanguardia Texte paru dans La Vanguardia et www.elcorreo.eu.org. Traduit de l’espagnol pour* [*El Correo de la Diaspora*](http://www.elcorreo.eu.org/El-ultimo-cartucho-Por-que-Macron-fracasara) *par Estelle et Carlos Debiasi*

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31 rue de la Courneuve 93300 Aubervilliers **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent ou dessinent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet,**Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villier\*s, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia\*, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Bonus : Macron, glanés sur le net dans le très recommandable Journal People de Benoist Magnat





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !